



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N°: 40 - 20 juin 1976

sommaire

Page 3 :

LE POLISARIO A NOUAKCHOTT :
FACE A OULD DADDAH SOLIDARITE
AVEC LE PEUPLE SAHRAOUI !

Page 5 :

UN PEUPLE QUI EN OPPRIME UN
AUTRE N'EST PAS UN
PEUPLE LIBRE.

Page -6 :

DJIBOUTI : L'IMPERIALISME
FRANCAIS PREPARE UNE
INDEPENDANCE SUR MESURE

Page 7 :

TCHAD : LES PAYSANS DE KOUMRA
TENTENT DE RESISTER A
COTONTCHAD

Page 9 :

LIBAN : SANGLANTE REPRESSION
POUR BRISER LA GAUCHE ET LES
PALESTINIENS.

Page 12 :

IL Y A 40 ANS, LES GRANDES
GREVES DE JUIN 36 EN FRANCE

prix: 1 Franc

LE REGIME RACISTE

D'AFRIQUE DU SUD

ASSASSINE ET

EMPRISONNE

Au moment où nous écrivons cet article, plus de cent trente Africains ont été assassinés selon les chiffres officiels, et plusieurs milliers ont été blessés et emprisonnés dans la révolte qui a eu lieu dans plusieurs grandes villes habitées par des Africains, en particulier Soweto.

La révolte des lycéens contre l'enseignement de l'Afrikaans, langue de la minorité des blancs d'origine hollandaise, n'est que la goutte d'eau qui a fait déborder l'océan.

Dans ce pays, trois millions de blancs d'origine hollandaise et anglaise dominent 15 millions d'Africains dans leur propre pays. Ceux-ci n'ont ni le droit de voter, ni le droit de rentrer dans les mêmes cafés et les mêmes quartiers que les blancs. Le seul et unique droit des Africains dans leur propre pays, est celui de travailler dans les mines de diamant, d'or ou de charbon pour enrichir les bourgeois qui les exploitent et les assassinent.

Cette situation d'exploitation et d'oppression en Afrique du Sud n'est que le résultat de l'existence de la société actuelle, de la société inhumaine dirigée par les capitalistes. Car en Afrique du Sud, ce sont les grands capitalistes français, américains, italiens, hollandais, qui profitent de l'exploitation et de l'oppression.

En France, Giscard malgré sa démagogie dite libérale, vient une fois de plus de manifester son soutien au régime raciste de Vorster en lui accordant des aides pour la construction de la fameuse centrale nucléaire et en lui vendant des armes modernes.

L'oppression raciale en Afrique du Sud est une variante particulièrement révoltante de l'oppression de classe. Ce régime utilise l'apartheid pour avoir à sa disposition une main-d'oeuvre privée de tout droit.

Il ne s'arrête pas là d'ailleurs, car il exploite également des travailleurs d'origine asiatique et même des travailleurs blancs. Ces derniers ont bien sûr quelques petits privilèges par rapport à la majorité africaine, mais ils n'ont pas d'intérêts fondamentaux à soutenir les racistes au pouvoir.

C'est pourquoi les organisations qui luttent contre l'apartheid en Afrique du Sud doivent aussi s'adresser à eux.

Toutes les organisations qui dans les pays impérialistes se réclament de la classe ouvrière doivent dénoncer et combattre la politique de leurs gouvernements qui soutiennent le régime raciste d'Afrique du Sud.

* * *
* *
*

LE POLISARIO A NOUAKCHOTT:

FACE A OULD DADDAH SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE SAHRAOUI

Le régime de Ould Daddah a beau publier communiqué sur communiqué pour souligner les pertes du Front Polisario lors de l'attaque de Nouakchott, il a beau insister sur le fait que le secrétaire général du Front Polisario lui-même aurait été tué lors des engagements, il n'en reste pas moins que la résistance sahraoui a été capable d'effectuer un raid militaire d'envergure à l'intérieur même de la capitale mauritanienne. Et c'est un fait politique majeur.

Bien sûr, si le Front Polisario possède un armement moderne, c'est parce qu'il bénéficie du soutien de l'Algérie. Bien sûr encore, si l'Algérie soutient le Front Polisario, ce n'est pas pour des motifs purs, ce n'est pas par amour de la liberté des peuples, mais parce que cela l'arrange.

Mais les armes les plus modernes ne valent rien s'il n'y a pas d'hommes pour les tenir. Et le nombre de sahraoui qui ont participé au raid sur Nouakchott, comme aux différents autres actes de guerrilla, montre que la résistance sahraoui ne manque pas d'hommes déterminés à combattre contre l'occupation de leur pays par les troupes de Hassan II au Nord, et par les troupes de Ould Daddah au Sud.

Ce n'est pas pour rien que Hassan II comme Ould Daddah, avaient refusé, lors du départ des colonisateurs espagnols, d'organiser une consultation libre du peuple sahraoui, pour savoir s'il voulait ou non vivre dans les cadres respectifs du Maroc et de la Mauritanie. Les deux dictateurs connaissaient la réponse, ils savaient que ce serait non. Eh bien, quoiqu'on ait refusé de le consulter, le peuple sahraoui est en train d'exprimer sa volonté. Et il le fait les armes à la main. C'est la seule façon pour lui de se faire entendre.

Ould Daddah pensait pouvoir, dans l'ombre de l'armée marocaine, récupérer sa part de rapine sans trop de mal. Voici qu'il est confronté à une résistance qui risque de lui poser de sérieuses difficultés. L'Etat mauritanien n'est pas en état de supporter une longue guerre de guerrilla. Et il sait que, s'il veut combattre la résistance sahraoui en faisant appel à l'aide de son complice marocain, il risque encore plus gros. Les visées annexionnistes du Maroc ne se limitent pas seulement au Nord du Sahara Occidental, mais aussi au Sud, et même à la Mauritanie elle-même. En faisant appel aux puissantes troupes de Hassan II pour mater la guerrilla sahraoui, Ould Daddah risque à coup certain de perdre sa part de rapine au Sahara Occidental, et même de voir la Mauritanie devenir un protectorat marocain. Le voleur risque d'être volé par son complice plus fort.

Ould Daddah et les privilégiés mauritaniens ont entraîné la Mauritanie dans une guerre d'annexion infâme.

Il ne faut pas qu'ils puissent se prévaloir du soutien des exploités mauritaniens pour leur sale guerre. Les exploités mauritaniens n'ont aucun intérêt à ce que les dignitaires du régime consolident leurs rapines. Ils ont au contraire tout intérêt à montrer leur solidarité au peuple sahraoui. Si Ould Daddah et ses acolytes subissent des revers, ce sont eux qui l'ont cherché.

A BAS LA DICTATURE DE OULD DADDAH !

DROIT AU PEUPLE SAHRAOUI DE DISPOSER DE LUI-MEME !

* * *
* *
*

UN PEUPLE QUI EN OPPRIME UN AUTRE N'EST PAS UN PEUPLE LIBRE

La poursuite de la guerre d'oppression de l'armée mauritanienne contre le peuple sahraoui, et la résistance qu'elle entraîne de la part de ce dernier, auront des conséquences sur le régime intérieur de la Mauritanie elle-même. Tel quel, le régime ne fait pas le poids face à une résistance prolongée du peuple sahraoui, surtout si la résistance porte ses actions dans les territoires mauritaniens eux-mêmes. Il aura inévitablement tendance à se durcir. La menace de guérilla intérieure servira de justification pour renforcer les aspects policiers du régime, les contrôles vont se multiplier, les quelques possibilités d'expression, de critique, disparaître. L'armée va nécessairement accroître son rôle.

Si le Front Polisario est capable de répéter des actions d'envergure du genre de celle qu'il vient d'exécuter à Nouakchott, si le régime montre son incapacité à l'emporter sur le plan militaire, s'accroît la possibilité que l'armée soit tentée d'exercer elle-même le pouvoir en écartant Ould Daddah. Ce sera alors un régime plus dur encore que celui d'Ould Daddah, qui l'est déjà.

Les quelques aspects vaguement libéraux du régime -par rapport par exemple à la situation dans un pays comme le Mali- seraient supprimés. Ce n'est pas seulement le peuple sahraoui, mais aussi la population de la Mauritanie qui subirait les conséquences catastrophiques d'une telle évolution, qu'elle soit le fait d'un durcissement du régime de Ould Daddah, ou au contraire celui d'un coup d'Etat militaire. Et ce seraient les exploités mauritaniens qui auraient également à supporter le poids humain d'un effort de guerre accru. Car même si pour mener la guerre, l'Etat prenait les ressources dans l'argent de la Miferma nationalisée, les hommes qu'ils enverraient faire la sale guerre seraient nécessairement des fils d'ouvriers et des fils de paysans.

Voilà ce qui nous attend si nous laissons faire. Tant il est vrai qu'un peuple qui en opprime un autre non seulement ne saurait être libre, mais paie lui-même cher la politique oppressive de ses dirigeants.

Et ne pas laisser faire, c'est d'abord combattre la sale guerre elle-même et être solidaire de l'aspiration du peuple sahraoui à l'indépendance. Mais c'est en même temps se préparer à un durcissement du régime et s'organiser de façon à l'empêcher.)

En s'engageant dans la guerre, le régime de Ould Daddah a peut-être fait le premier pas vers son effondrement. Mais il faut que cet effondrement soit le fait des exploités mauritaniens.

* * *
* * *
* * *

DJIBOUTI :

L'IMPERIALISME FRANCAIS PREPARE UNE INDEPENDANCE SUR MESURE.

Le 8 juin dernier, le gouvernement français a signé un accord préparant l'accession à l'indépendance de Djibouti. Cet accord est signé par la LPAI (Ligue africaine pour l'indépendance), l'UNI (l'Union Nationale pour l'Indépendance, le parti d'Ali Aref), par le groupe de députés de l'opposition à Djibouti.

Malgré son opposition à cet accord, sa profession de foi gaulliste Ali Aref est désavoué par le colonialisme français qui l'a mis au pouvoir. Aux dernières nouvelles, il offrirait d'ailleurs sa démission de la tête du gouvernement. Et en plus, il est désavoué par les hommes de sa propre organisation, l'UNI, qui ont signé l'accord malgré son opposition. Cet homme ne convient plus à l'impérialisme français. Il est tellement compromis avec le colonialisme que sa présence à la tête du pays risque de compromettre la transition de l'état colonial à l'indépendance surveillée, que l'impérialisme français est en train de préparer.

Le gouvernement français ne veut plus d'Ali Aref, il cherche à composer avec d'autres formations, celles du moins qui sont moins compromises. Et les principales autres formations acceptent de se prêter au jeu de l'impérialisme français. L'opposition parlementaire, comme la LPAI, a accepté de préparer avec l'actuel parti gouvernemental l'UNI, la formation d'un gouvernement dit "l'Union Nationale". L'un comme l'autre avaient accepté de cautionner les voies et les moyens d'accéder à l'indépendance proposés par le secrétaire d'Etat français aux affaires coloniales. La LPAI, à qui son opposition à Ali Aref a valu une popularité incontestable, est prête à utiliser cette popularité pour donner une assise au régime échaudé par les politiciens de la bourgeoisie française.

Bien sûr, il n'est pas dit que Djibouti aurait pu parvenir au seuil de l'indépendance même telle qu'elle est en train de se préparer, sans la résistance, sans les combats de la population contre le colonialisme français. Et c'est tout de même un recul du colonialisme.

Mais nous sommes bien placés, travailleurs des pays "décolonisés" par l'ancienne puissance coloniale française, pour dire combien nos espoirs, nos aspirations au changement ont été déçus. Les régimes mis en place par l'impérialisme français maintiennent, sauvegardent le même ordre social basé sur l'exploitation, basé sur des inégalités criantes, basé sur la misère pour le grand nombre. Et ces régimes indépendants demeurent serviles à l'égard de l'impérialisme.

Qu'ils soient issus de l'UNI ou de la LPAI, les dirigeants de Djibouti se préparent à être les futurs Ould Daddah, Senghor ou Traoré de l'indépendance.

Ce n'est pas parce que c'est nécessairement ainsi, ce n'est pas parce qu'il n'y a pas d'autre avenir pour les pays d'Afrique que de substituer au régime colonial des dictatures anti-populaires plus ou moins liées à l'impérialisme.

Il y a un autre avenir, une autre perspective pour les ouvriers, pour les paysans pauvres d'Afrique. Mais pour réaliser cet avenir, il n'y a pas d'autre voie que celle de la révolution socialiste, celle de l'organisation des ouvriers et des paysans pauvres dans des organisations qui soient les leurs et qui se fixent comme objectif non seulement l'émancipation nationale, mais aussi la réalisation du pouvoir des exploités, et le renversement du pouvoir des exploités, quelle que soit leur nationalité.

TCHAD

LES PAYSANS DE KOUMRA TENTENT DE RESISTER A COTON-TCHAD

Bientôt, en septembre, la récolte de coton va commencer au Tchad. Depuis plus de deux ans, les paysans des sept villages de la sous-préfecture de Koumra, au sud du pays, organisent eux mêmes la vente de leur coton. D'autres villages également comptent en faire autant.

Les habitants de chacun de ces villages se sont cotisés pour acheter en commun une bascule. Le marché organisé par la Coton-Tchad pour l'achat du coton se fait d'habitude début décembre sur une place publique. Avant cette date, les paysans réunissent toute la production de coton, la pèsent sur la bascule. Puis ils demandent à la compagnie de passer à une date convenue pour le ramassage et de mettre deux camions avec chauffeur à leur disposition. La Coton-Tchad, elle, pèse le coton une fois arrivé à Koumra. Elle ne tient compte que de sa propre pesée, pas de celle des paysans qui eux, n'ont aucun moyen de contrôle. Finalement, la Coton-Tchad achète le tout à raison de 44 CFA le kilogramme. L'argent de la vente est réparti entre tous les paysans selon la quantité de coton. La répartition se fait publiquement.

Les paysans restent en fin de compte sous l'entière dépendance de Coton-Tchad. Néanmoins, le petit changement que ceux de Koumra avaient introduit, les met en position un peu meilleure par rapport aux autres régions. D'abord parce que la Coton-Tchad met dans la plupart des cas trop de temps pour l'achat du coton. Les premières récoltes ont lieu début septembre. Or dans certains villages et même dans les villes, les paysans attendent plusieurs mois le passage des "Buy-coton", ces agents acheteurs de la Coton-Tchad. En attendant ce sont les paysans qui font les frais du coton détérioré ou pourri à cause de la pluie des mois qui suivent septembre.

Et lorsque ces agents acheteurs consentent enfin à passer, ils multiplient les tricheries au détriment des paysans. Soit ils faussent carrément la balance, soit ils ne marquent pas sur le ticket remis au paysan le vrai poids, mais un poids inférieur. La différence va dans leur poche. C'est un véritable vol organisé sur le maigre revenu annuel du paysan : 4000 à 5000 CFA par an. Ce sont deux millions de personnes vivant du coton qui sont volées chaque année. Leur pouvoir d'achat d'ailleurs se dégrade de plus en plus. Car pour une même quantité de coton produit depuis des années, le planteur reçoit de moins en moins en échange d'autres produits.

Bien sûr, le nouveau système élimine les petits fonctionnaires parasites qui vivent de la sueur des paysans. Cela évite aussi les longs déplacements jusqu'au lieu de vente, souvent loin des villages. Il évite d'autre part les queues interminables. Mais le problème n'est pas pour autant résolu. Le gouvernement tchadien continue depuis 1960, date de l'indépendance, de fixer très bas le prix du coton au kilogramme. Il ne fait rien pour augmenter

car là n'est pas son problème. Pendant ce temps Boussenot, autre grand actionnaire de la Coton-Tchad continue de faire de gros profits en exploitant encore plus les masses laborieuses.

Depuis la prise de participation majoritaire de l'Etat tchadien en 1971 dans l'ancienne Coton-Fran devenue du même coup Coton-Tchad, la part des capitalistes français dans les profits de la société a été quelque peu réduite. Boussenot par exemple qui avait naguère 45 % des actions n'en a plus actuellement que 30 %. Mais même ces 30 % lui permettent de s'engraisser sur le dos des paysans pauvres du Tchad. Mais surtout, de toute façon la société commerciale Coton-Tchad se contente de recueillir le coton et lui fait subir quelques transformations élémentaires. Mais le coton est livré ensuite à la société textile du grand capitaliste français Boussac.

Même si Coton-Tchad était entièrement nationalisée -outre le fait que les seuls profiteurs d'une telle nationalisation seraient les hauts dignitaires du régime-, les paysans tchadiens continueraient à être exploités par le capital de l'impérialisme français.

Vraiment pour mettre fin à leur exploitation les paysans tchadiens ont encore beaucoup à faire : non seulement ils doivent s'organiser pour fixer eux-mêmes le prix qu'ils veulent, peser et contrôler la vente du coton. Mais il faut détruire cet Etat de parasites qui vivent de leurs souffrances dans les champs et qui veillent sur les intérêts des impérialistes français et autres.

* * *
* *
*

LIBAN

SANGLANTE REPRESSION POUR BRISER LA GAUCHE ET LES PALESTINIENS

A l'heure où nous écrivons, l'armée syrienne est en train d'achever l'occupation du Liban. Elle bombarde à coups de canon ou en faisant donner l'aviation, les quartiers populaires de la capitale libanaise, Beyrouth ; elle assiège et détruit systématiquement les camps palestiniens du Sud-Liban ; elle soumet à un blocus total les régions ou les quartiers qu'elle n'est pas parvenue à prendre en les privant de toute possibilité de ravitaillement en armes, en essence et même en nourriture.

Malgré son écrasante supériorité en matériel moderne et en armes, l'armée syrienne avance de plus en plus difficilement. Il est impossible de dire dès maintenant si elle parviendra à écraser complètement les forces armées des fedayins palestiniens et de la gauche libanaise. Mais elle aura réussi en tous les cas à les affaiblir de manière considérable.

Ainsi donc, le régime syrien qui se prétendait un des plus "progressistes" du Moyen-Orient et de l'ensemble des pays arabes, vient de se livrer à la même besogne et de la même manière que le roi-dictateur réactionnaire de Jordanie lors du "septembre noir" de triste mémoire : écraser les organisations palestiniennes, les désarmer, et désarmer par la même occasion toute forme de milice, et cela au prix d'un massacre.

Dans cette besogne, le président syrien Assad, n'a pas agi seulement pour son propre compte. Moins encore sans doute que le roi Hussein de Jordanie en son temps, et dont le pouvoir était directement en concurrence en Jordanie avec celui des fedayins. L'un comme l'autre, et Assad encore plus que Hussein, ont agi dans l'intérêt et au service de l'ensemble des régimes réactionnaires du Moyen-Orient comme au service de l'ensemble de l'impérialisme.

Pour les uns comme pour les autres, l'existence des groupes armés palestiniens dans ce Moyen-Orient explosif est une gêne, plus encore un danger et une menace. Pas tant sur le plan des objectifs politiques des organisations palestiniennes, que du fait de leur simple existence et de leur activité. Oh, certes, les dirigeants palestiniens ont toujours limité les objectifs de leur organisation à la lutte armée contre Israël et à la reconquête d'un territoire national pour les Palestiniens. Nationalistes palestiniens, ils n'ont jamais cherché à s'adresser aux exploités et aux opprimés de l'ensemble du Moyen-Orient. Mais le simple fait que des milliers de Palestiniens étaient organisés et armés en dehors des structures armées officielles des Etats, la simple existence de camps palestiniens, véritables forteresses armées, était une épine pour les Etats arabes et pouvait être un exemple pour les masses opprimées par ces régimes. Et ces organisations armées constituaient en même temps un obstacle à un règlement de la situation au Moyen-Orient sous le tutelle et dans l'intérêt de l'impérialisme, dans la mesure où tant qu'elles existaient, et étaient fortes, l'impérialisme pouvait difficilement imposer, avec la complicité des Etats arabes, un règlement sur le dos du peuple palestinien.

Les Etats arabes, et même l'impérialisme, ne sont pas opposés à l'existence d'organisations palestiniennes symboliques. Ils sont prêts même à donner une petite place dans la diplomatie inter-arabe, voire dans la diplomatie internationale, à des politiciens du genre Arafat et Qa. Ce qu'ils ne veulent pas admettre, c'est l'existence d'une résistance organisée, et relativement puissante.

Lors du "septembre noir", les troupes bédouines de Hussein ont massacré la résistance palestinienne basée en Jordanie, avec la complicité passive de tous les Etats arabes, de ceux qui avaient un régime féodal comme de ceux qui avaient un régime qui se prétendait progressiste. Restait à annihiler la résistance palestinienne basée au Liban.

L'appareil d'Etat libanais tout seul n'était pas assez fort pour procéder à cette besogne. Il existait cependant au Liban une extrême-droite fascisante puissante, ayant une solide base de masse dans la minorité chrétienne maronite du pays ; minorité qui bénéficiait de sérieux privilèges par rapport à la majorité musulmane et qui était accrochée à ces privilèges. Avec la complicité du sommet de l'appareil d'Etat, aux mains de quelques puissants féodaux chefs de clans, cette extrême-droite, la Phalange, s'organisait et s'armait au grand jour, au point de se donner une force militaire d'une importance comparable à celle de l'armée elle-même.

L'objectif ouvert de la Phalange était à la fois de détruire la gauche libanaise et de désarmer et chasser du territoire les fedayins palestiniens. Par la même occasion consolider, sous la houlette d'un Etat fort et autoritaire, les positions privilégiées des chefs de clans et de la bourgeoisie maronite.

L'impérialisme pouvait raisonnablement espérer que la Phalange parviendrait à ses buts. Mais lorsque la Phalange est passée à l'attaque, elle est tombée sur une résistance inattendue. En effet, son attaque a provoqué un véritable sursaut dans les masses pauvres et opprimées du Liban, parmi ceux qui mettaient leur espoir dans la gauche libanaise et qui considéraient avec sympathie la résistance palestinienne.

La guerre civile qui commença alors apparaissait dans une certaine mesure comme une guerre opposant deux communautés religieuses - et cet aspect avait certes son importance, ne serait-ce que parce qu'il obscurcissait la conscience des opprimés. Mais l'opposition entre musulmans et chrétiens libanais cachait une opposition bien plus profonde, entre pauvres et riches, exploités et exploités. En effet, la grande majorité de la bourgeoisie libanaise appartient à la communauté chrétienne, alors que la majorité des exploités libanais sont des musulmans. Et si la droite chrétienne avait déclenché la guerre civile, ce n'est pas pour affirmer la primauté d'une religion sur une autre, mais pour briser la gauche, pour mettre au pas et réduire au silence les opprimés qui levaient la tête.

Le sursaut des opprimés libanais a non seulement empêché la Phalange de briser la gauche, mais c'est même l'extrême-droite qui a dû reculer. L'armée libanaise, que ses dirigeants espéraient faire intervenir pour achever la besogne commencée par la Phalange, a éclaté. Tout le régime était en crise, et les succès militaires de la gauche et des fedayins menaçaient de bouleverser les rapports de force au Liban dans le sens exactement opposé à celui souhaité par la droite comme par l'impérialisme.

Il était difficile pour l'impérialisme d'intervenir directement ou par Israël interposé. (Encore que l'impérialisme français avait proposé ses services).

Et c'est finalement la Syrie qui a accepté de servir de mercenaire pour l'impérialisme. C'est elle qui est intervenue, d'abord diplomatiquement pour aider la Phalange et la sauver de la destruction militaire, puis directement.

L'intervention syrienne prouve, soit dit en passant, que les exploités savent mettre leur solidarité de classe avant les solidarités religieuses. Les dirigeants syriens musulmans sont en train de combattre aux côtés de la Phalange chrétienne contre le front "progressiste-musulman" libanais.

Et le drame des exploités libanais, ce n'est pas seulement qu'ils se heurtent à une force militaire supérieure. C'est aussi, et sans doute même surtout, que leurs propres dirigeants, ceux de la gauche libanaise, les Jumblatt et C^o, comme ceux de la résistance palestinienne, les Arafat, ne leur donnent pas une perspective politique et les conduisent sur une voie de garage.

Les masses exploitées libanaises qui aspiraient au changement et qui se sont donné courageusement les moyens matériels pour y parvenir, auraient pu trouver des alliés dans tous les pays du Moyen-Orient, y compris la Syrie. Car ils sont millions au Moyen-Orient, les paysans pauvres, les ouvriers, qui souffrent de l'oppression et de l'exploitation. Les uns dans les pays féodaux, comme l'Arabie Saoudite ou la Jordanie, où une minorité de grands seigneurs vivant dans l'opulence imposent à la population de leur pays des conditions moyenageuses. Les autres, dans des pays comme la Syrie ou l'Irak dont les régimes s'affirment "progressistes" tout en imposant à leur population une dictature féroce.

Ils sont millions, ceux qui aspirent à des libertés démocratiques, à la fin des inégalités profondes, à la fin de la misère, alors même que des minorités privilégiées accumulent des richesses.

Il aurait été possible de trouver l'oreille de ces masses exploitées. Le combat courageux des masses libanaises et palestiniennes aurait pu cristalliser les espoirs et les aspirations de tous les opprimés et exploités de la région, et être le premier pas vers un bouleversement de l'ordre social dans toute la région.

Mais c'est justement de cela que ni Jumblatt, ni Arafat, ne veulent. Parce que ces hommes-là représentent politiquement les mêmes couches sociales que Assad en Syrie. La seule différence c'est qu'ils ne sont pas au pouvoir.

Ainsi, les seuls objectifs que se sont fixés les dirigeants de la gauche libanaise, c'est la modification de la constitution dans un sens permettant de donner un peu plus de place aux politiciens musulmans par rapport aux politiciens chrétiens. Et au lieu de faire appel aux masses exploités arabes contre leurs gouvernements, ils ont au contraire propagé des illusions parmi les combattants libanais eux-mêmes en leur faisant croire qu'ils peuvent s'attendre à de la sympathie, voire à un soutien de la part des régimes musulmans dits "progressistes". Ils ont contribué à ce que la gauche libanaise soit désorientée lors de l'intervention syrienne.

est ce que tu espères qu'il le fasse ?

~~En refusant la politique révolutionnaire, les dirigeants de la gauche libanaise et de la résistance palestinienne ont facilité la tâche du bourreau syrien et de l'impérialisme qui a inspiré les actes du bourreau.~~

Ce qui se passe au Liban constitue une tragique leçon pour toutes les masses exploitées et opprimées, et pas seulement au Moyen-Orient. Pour vaincre, ni le seul courage, ni même les moyens militaires et matériels ne suffisent aux exploités. Une politique révolutionnaire juste est indispensable - et donc une organisation révolutionnaire capable de mener une telle politique.

* * *
* *
*

IL Y A 40 ANS

LES GRANDES GREVES DE JUIN 36 EN FRANCE

Il y a 40 ans, au mois de Juin 1936, la classe ouvrière en France a mené une de ses luttes les plus importantes. Une vague de grèves puissantes et profondes avait secoué la classe capitaliste française, et l'avait obligée à concéder aux travailleurs des augmentations de salaires importantes - atteignant pour certaines catégories défavorisées le doublement -, la limitation de la semaine de travail à 40 heures, les congés payés qui n'existaient pas auparavant, l'institutions des délégués du personnel, la garantie des avantages acquis par des conventions collectives, etc.

Les origines de la montée ouvrière qui devait aboutir à la mobilisation de Juin 36 remontent à février 34. A cette date en effet, l'extrême-droite fasciste - qui se renforçait en se nourrissant du mécontentement de la petite bourgeoisie devant les effets de la crise économique - organisait une manifestation qui se transforma en émeute. Cette mobilisation fasciste a été ressentie par la classe ouvrière à juste raison comme une menace dangereuse, et elle a déclenché une riposte massive.

La montée ouvrière a commencé à se manifester sur le plan politique. Par l'importance de la participation ouvrière aux différentes manifestations anti-fascistes, mais aussi par une poussée à gauche de l'électorat, en particulier lors des élections municipales de 1934.

Il était nécessaire de donner à cette montée ouvrière, une perspective politique, organiser les travailleurs afin qu'ils sachent conjurer la menace fasciste, puis qu'ils puissent se préparer à donner l'assaut à l'ordre bourgeois. Mais les deux plus importants partis de la classe ouvrière, le Parti Socialiste et le Parti Communiste, ne voulaient pas s'engager dans cette perspective. Le Parti Socialiste parce qu'il était depuis longtemps réformiste et craignait la voie révolutionnaire. Le Parti Communiste parce qu'à l'époque il représentait au sein de la classe ouvrière française les intérêts de la bureaucratie soviétique, et que la bureaucratie craignait elle aussi la voie révolutionnaire. En outre elle s'inquiétait devant le renforcement de l'Allemagne hitlérienne, et voulait favoriser en France l'accession au gouvernement de partis bourgeois hostiles à l'Allemagne.

Le Parti Communiste et le Parti Socialiste se sont associés avec le Parti Radical - un des partis bourgeois les plus corrompus - et ont créé ensemble le Front Populaire.

Le Front Populaire était une façon d'utiliser le crédit des deux grands partis ouvriers dans la classe ouvrière, pour enchaîner cette dernière derrière une politique bourgeoise. En ce sens le Front Populaire était l'ancêtre politique de l'actuelle Union de la Gauche.

Les élections législatives de 1936 se sont traduites par un échec des partis de droite, et par la victoire du Front Populaire. Le dirigeant du Parti Socialiste, Léon Blum, est devenu chef du gouvernement.

Pour ce gouvernement, il n'était pas question de s'attaquer à l'ordre bourgeois. Au contraire comme devait déclarer par la suite Léon Blum, il se comportait en "gérant loyal" de l'ordre calitaliste.

Ce gouvernement pensait pouvoir endiguer le mécontentement ouvrier et arrêter les grèves. C'est le contraire qui s'est produit. A peine le gouvernement de Front Populaire investi, s'est déclenchée la grève générale. Cette grève a également touché les travailleurs d'Afrique du Nord. Et pour la première fois les travailleurs ont occupé les usines, les magasins, les entrepôts et à la campagne les grands domaines et les fermes. Ils se sont donné partout des comités de grève, et ont pris le contrôle des entreprises occupées. Les travailleurs contestaient par là le sacro-saint droit de propriété des patrons.

Les patrons qui jusque là régnaient sans partage, se sont brusquement confrontés à la grève avec occupation. Ils acceptent avec précipitation de céder du terrain et signent avec les syndicats les Accords Matignon où ils donnent satisfaction à une partie des revendications ouvrières. Cela permet au patronat français de reprendre en mains une situation qui risquait de lui échapper.

Pour ce faire, il bénéficie de l'appui du gouvernement de gauche nouvellement mis en place. Cet appui était d'autant plus efficace que ce gouvernement pouvait se prévaloir de la confiance des travailleurs.

Le Parti Communiste qui ne siège pas au gouvernement mais qui l'appuie, met tout son poids dans la balance. Maurice Thorez, leader de ce parti, déclare en effet : "Il faut savoir terminer une grève". Et peu à peu le mouvement va s'effriter, abandonné par les partis qui ont la confiance des travailleurs.

Grâce au Parti Socialiste et au Parti Communiste, la bourgeoisie française va pouvoir à nouveau respirer.

Dès lors, avec la démoralisation des travailleurs, le patronat va revenir en arrière par rapport à ce qu'il était contraint d'accepter. Les augmentations de salaires sont récupérées par l'inflation qu'il organise; les 40 heures sont pratiquement annulées par des amendements et des motions à cette loi. Il reste les congés payés. Comme quoi la classe ouvrière a intérêt à maintenir sa pression pour sauvegarder ses acquis.

Cette période de Juin 36 est riche de leçons pour les travailleurs de tous les pays. D'abord, parce qu'elle montre que même dans un pays impérialiste riche, comme la France, la classe ouvrière a dû se battre pour imposer à sa bourgeoisie la satisfaction de revendications élémentaires, comme par exemple le droit aux congés payés. Ensuite, parce qu'elle montre que si la classe ouvrière n'est pas capable d'aller jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'au renversement de la bourgeoisie, cette dernière récupère en partie, quand ce n'est pas en totalité, ce qu'elle était obligée de concéder. Enfin, cette période montre que, si la classe ouvrière veut justement aller jusqu'au bout, jusqu'au renversement de la bourgeoisie, il lui faut un parti révolutionnaire.

* * *
* * *
*

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnies, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animistes ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.